

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 21/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHAUX DE LA TOUR**

1 chemin des Chaux de la Tour  
13820 LA REDONNE

Références : D-0177-AIX-2024  
Code AIOT : 0006401379

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement CHAUX DE LA TOUR implanté 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 Ensues-la-Redonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHAUX DE LA TOUR
- 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 Ensues-la-Redonne
- Code AIOT : 0006401379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Chaux de La Tour à Ensues approvisionne l'usine du même site, pour la fabrication de chaux.

La carrière est autorisée à produire 1,6 Mt/an de matériaux calcaires, par arrêté préfectoral n°97-212 C du 19/8/1997. L'autorisation est valable 30 ans.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- niveau d'activité de la carrière d'Ensues (actuel et futur)
- retour sur les suites données à la visite d'inspection de 2022 (rapport daté du 07/3/23, transmis le 23/3/23 par mail)
- poussières et arrêté préfectoral complémentaire de 2021.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maintenance des dépoussiéreurs	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 3.12	Sans objet
2	Émissions canalisées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 4.1	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Émissions diffuses de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 4.2	Sans objet
4	Indicateurs de suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 6.1	Sans objet
5	MESURES EN CAS D'ÉPISODES DE POLLUTION AUX PARTICULES FINES	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 7	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets.	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques non-conformités pour des faits aux enjeux modérés, que l'exploitant doit lever dans un délai fixé avec des transmissions documentaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Maintenance des dépoussiéreurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une procédure de maintenance et de gestion des pannes des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières pour limiter les périodes de dysfonctionnement. En cas d'indisponibilité d'un des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières et en l'absence de solution alternative pour maîtriser les envols de poussières, l'installation concernée est arrêtée, ou la piste concernée est interdite d'accès sous un délai raisonnable. Toutefois, en cas de conditions météorologiques défavorables et/ou d'alerte de pollution aux particules fines, ces dispositions sont prises sans délai. Lorsque l'exploitant utilise un ou des dépoussiéreur(s), il met au point une procédure de contrôle visuel permettant de détecter facilement les dysfonctionnements. L'exploitant tient un registre sur lequel sont mentionnées les anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (date, durée, intervention effectuée, ....). Ces informations sont présentées dans le rapport annuel adressé à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant dispose du document unique "FR6 filtres/plan de contrôle", valant procédure de maintenance des dépoussiéreurs.  En revanche, les dysfonctionnements ne sont pas tracés dans un registre, et la procédure de contrôle visuel des dépoussiéreurs n'est pas formalisée (modalités, fréquence de contrôle,...)</p>
<p><b>Observations :</b>  <b>L'exploitant transmet à l'IIC sous 15 jours sa procédure de contrôle visuel des dépoussiéreurs.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 2 : Émissions canalisées de poussières

<b>Référence(s) réglementaire(s) :</b> - Arrêté préfectoral du 07/4/2021, article 4.1 (carrière) - Arrêté préfectoral du (usine) du 09/4/2021 , article 4.1 (usine)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets canalisés
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures du débit rejeté, de la concentration et des flux de poussières des rejets canalisés doivent être effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un organisme agréé. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, suivant un tableau de normalisation des rejets sous le format ci-après : Si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /h : Rejets concernés Débit maximum Flux maximum Type de suivi   Périodicité de la (m <sup>3</sup> /h) (kg/h) mesure Dépoussiéreur n°1 [ Débit 1 ] [ Flux 1] Prélèvement 2 fois par an Dépoussiéreur n [ Débit n] [ Flux n] Prélèvement 2 fois par an   Si le flux total des rejets canalisés est inférieur à 7 000 m <sup>3</sup> /h : Rejets concernés Débit maximum Flux maximum Type de suivi Périodicité de la (m <sup>3</sup> /h) (kg/h) mesure Dépoussiéreur n°1 [ Débit 1 ] [ Flux 1] Prélèvement 1 fois par an Dépoussiéreur n [Débit n] [ Flux n] Prélèvement 1 fois par an
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il y a sur le site, dans le périmètre <u>usine</u> , entre 18 et 20 dépoussiéreurs ("filtres"), dont notamment les 9 ci-après : - au niveau des cheminées des fours (n°1 à 4) - n°12 et 13 : filtre (broyeur atelier) chaux vive BACV, et filtre hydrate(ur) - n°10 : filtre (atelier) dolomie - n°19 et 20 : filtre big-bag, et filtre ensacheuse.  L'exploitant indique que certains autres dépoussiéreurs ne sont pas techniquement contrôlables. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir de plan de contrôle clair de l'ensemble des rejets canalisés de poussières du site : émissaire, débit, fréquence de mesure, etc.
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant transmet à l'IIC sous 15 jours :</b> - son plan de contrôle de l'ensemble des rejets canalisés de poussières/filtres du site (filtres concernés, débit unitaire de rejet, fréquence de contrôle (2 fois par an minimum pour chaque dépoussiéreur) - un extrait du registre de l'entretien des dépoussiéreurs "non techniquement contrôlables" permettant de garantir le respect de la VLE de 20 mg/Nm <sup>3</sup> (attestée par le fabricant) - la synthèse des résultats des deux dernières campagnes de mesure de la concentration des rejets en poussières, et ce pour l'ensemble des dépoussiéreurs techniquement contrôlables.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 3 : Émissions diffuses de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des rapports de mesures de rejets canalisés
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les carrières dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes, un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, conforme à la norme NF X 43-014(2017), est mis en place. Ce réseau est décrit dans le plan de surveillance demandé à l'article 2.1 du présent arrêté, et comprend les stations de mesures définies à l'article 19.6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé dont la fréquence de mesure est définie au même article. Le nombre de points de mesure et la fréquence des mesures pourront être modifiés après accord de l'inspection des Installations Classées, sur présentation par l'exploitant de résultats régulièrement

<p>inférieurs à 0,35 g/m<sup>2</sup>/jour sur une période de huit campagnes successives. Un rapport est transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réception des dernières mesures de la période de 30 jours concernée avec les commentaires nécessaires. Ce rapport résume également la situation météorologique délivrée par la station météo locale (épisodes de vent &gt; 50 km/h, orientation du vent, pluviométrie, température .....).</p>
<p><b>Constats :</b> Les derniers rapports de contrôle trimestriel des retombées de poussières sont transmis dans les délais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Indicateurs de suivi des retombées de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs objectifs des retombées de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : 0,5 g/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante ; 0,35 g/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1er janvier 2022. Après le 1er janvier 2024, l'objectif à atteindre peut être reconsidéré au regard des résultats obtenus lors des mesures effectuées et en fonction des connaissances sur les émissions de particules fines acquises à ce moment-là.</p>
<p><b>Constats :</b> Les derniers rapports de contrôle des retombées de poussières montrent des résultats conformes à l'objectif de 350 mg/m<sup>2</sup>/j. Une seule jauge de type b) (n°5), pour laquelle en 2023 la moyenne annuelle glissante la plus élevée est de 93,58 mg/m<sup>2</sup>/j (à l'issue de la campagne T3).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : MESURES EN CAS D'ÉPISODES DE POLLUTION AUX PARTICULES FINES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures prises en cas de pic de pollution aux PM10</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection. Afin de transmettre dans de bonnes conditions les communiqués d'activation des procédures préfectorales, l'exploitant communique sous 2 semaines après notification du présent arrêté, l'numéro de fax et une adresse électronique des services et/ou des personnes compétentes à contacter lors d'épisode de pollution.</p>
<p><b>Constats :</b> Les derniers pics de pollution aux PM10 de niveau N1 et N2 sont fidèlement enregistrés (pics du 13 au 16/02/23 et le 12/7/23). L'exploitant indique que, durant ces pics de pollution, la carrière était à l'arrêt y compris l'installation de concassage/broyage.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant indique que le plan de surveillance (PdS) des émissions de poussières est commun à la carrière et à l'usine or cela n'apparaît pas dans le titre du plan (usine non mentionnée). L'exploitant doit modifier en ce sens son PdS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

**N° 6 : Plan de gestion des déchets.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Action nationale 2022 DDIE/PGD
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore le plan de gestion des déchets pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction, selon les modalités définies au présent article. Le plan de gestion des déchets est fondé sur la connaissance et la caractérisation des déchets, dans l'objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
<b>Constats :</b> Plan de gestion des déchets (PGD) reçu le 06/12/2023 (màj datée du 30/9/2023). Conformément à la demande de l'IIC dans son rapport du 07/3/2023, le PGD indique désormais, concernant les boues de curage (déchet 5 USI/CAR) : " Il s'agit des matériaux extraits lors du curage des bassins de collecte des eaux pluviales du site. Conformément au rapport de la visite d'inspection du 16/06/2022 (Réf. D-2003-AIX-2022), ces matériaux sont exclus du statut de déchets inertes (démarches en cours). Ils sont évacués en filière de traitement spécialisée. " L'exploitant indique que la dernière opération de curage des bassins date d'il y a 3 ou 4 ans. Les fines de dépoussiérage ("déchet 4 USI") issues du process, ne sont pas considérées par Lhoist comme des déchets dangereux, après avoir procédé à leur caractérisation (DNDNI codifié 10 13 06). L'exploitant indique que ces déchets sont désormais commercialisés, ils ne doivent pas faire l'objet d'une procédure de sortie du statut de déchet (SSD), du fait qu'ils sont réinjectés sur les procédés in situ, afin d'aboutir à des boulets commercialisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite